

L'ÉVEIL

Hebdo

N° 498 / 13^{ème} année. mardi 30 septembre 2003

Hebomadaire indépendant
d'informations et de débats

www.eveilhebdo.freeservers.com

B.P. : 587,

Tél : 525 67 14

Directeur de publication

Mamoudou Sy

Rédacteur en chef

Moussa Diop

Prix : 200 UM / 1000 FCFA

TIJANE KOÏTA PRÉSIDENT DE L'UNDD :

Prez

"A chaque époque correspond un type de discours"

Tijane Koïta, Président de l'UNDD a organisé un point de presse le 24 septembre 2003, au siège de son parti à la Sebkhha. Cette conférence de presse était destinée à clarifier la position de ce parti dans le cadre du soutien qu'il compte apporter au Président sortant, Maawiya Ould Sid'Ahmed Taya dans le cadre de la campagne présidentielle du 07 novembre prochain. Il était également question de fournir des précisions sur le refus de certains cadres du parti quant à la décision de rejoindre la majorité présidentielle.

Dans son discours d'ouverture, M Koïta a tenu à rappeler le rôle qu'il a joué dans l'opposition durant 13 ans. Il aura été selon lui de tous les combats tant à l'UFD, au REJ qu'à AC. Toute fois note-t-il, "l'échiquier politique national au niveau de l'opposition a non seulement déçu, mais a confiné nos formations politiques dans les querelles de personnes...". Plus loin, il, dira que l'opposition était devenue au fil du temps plus ennemie à elle même qu'au pouvoir qu'elle combattait. Le Président de ce parti évoquera aussi l'instabilité et les guerres civiles qui rongent certains pays africains et la relative ambiance de sécurité qui prévaut dans le pays. Pour lui, cet acquis fondamental est à préserver. C'est en partie ce qui explique le repositionnement de son parti sur l'échiquier national. Un repositionnement vers une politique de dialogue et de concertation qui éloigne tout esprit de chauvinisme et d'extrémisme.

Une décision unilatérale

Ce sont donc toutes ces raisons qui sont à l'origine du soutien de l'UNDD au candidat Ould Taya. Un soutien qui ne semble pas avoir plu à tous les membres de ce parti. En effet, dans une déclaration datée du 18 Septembre, le vice Président du parti Sall Aly Mamadou dit Souleymane et plusieurs autres cadres dénoncent ce soutien au candidat du PRDS qui aurait unilatéralement été décidé par Tijane Koïta sans l'avis des instances suprêmes du parti. L'odeur d'une scission commence à se propager même si Tijane Koïta s'est voulu rassurant en expliquant que Sall aurait dû démissionner du parti à partir du moment où il avait été mis en minorité. Afin de porter un coup fatal à son désormais adversaire au sein du parti, le Président de l'UNDD présentera à l'assistance deux des cadres du parti qui étaient censé avoir apposé leurs signatures à la déclaration de Sall. En tout état de cause, cette crise ne vient pas pour arranger les affaires de Tijane Koïta qui fustigeait quelques instants plutôt l'attitude irresponsable de l'opposition qui selon lui était caractérisée par des querelles de personnes et des déchirement continus en leur sein. Malheureusement, c'est cette même image que nous offre aujourd'hui l'UNDD. D'autre part, l'argument qui veut que l'une

des raisons du soutien au candidat Maawiya soient les interminables querelles au sein de l'opposition, ne semble pas tenir. En effet, tous les partis dits de la majorité présidentielle connaissent le même problème. Le PRDS n'a-t-il pas connu d'importantes déficiences depuis l'annonce de la candidature de Ould Haïdallah? Au sein de ce parti également il y a des querelles de leadership et des déchirements incessants. C'est également le cas à l'UDP et au RDU.

Les idéaux qui sous-tendent l'action politique doivent-ils évoluer ou changer au gré de la conjoncture?

Mais surtout ce qui dérange, c'est quand M Koïta affirme "à chaque époque correspond un type de discours" comme si les principes et les idéaux qui sous-tendent l'action politique doivent évoluer ou changer au gré de la conjoncture. Si tel est le cas, les engagements des uns et des autres ne reposeraient en fait

RFD : La machine électorale est en marche

Un cabinet du président, un directeur central de la campagne, un découpage territorial en 9 zones, en lieu et place des 12 régions administratives et du district de Nouakchott, des directeurs de campagne au niveau des 53 moughataas du pays. C'est le dispositif que le candidat Ahmed Ould Daddah a mis en place pour aller à la conquête de la Présidence de la République, le 7 novembre prochain. Cette machine électorale qui nécessite forcément un gros budget de campagne (on parle d'une enveloppe de 800 millions d'ouguiyas), fait de la place pratiquement à tous les cadres qui comptent dans la formation de Ould Daddah. On y retrouve, à titre de conseillers, un premier cercle de fidèles et d'alliés, à l'image de Yahya Ould Mohamed Ethmane, SG du parti El Windewi, Dieng Mohamed Koum, leader haratine ayant rompu avec Messaoud en 2002 entraînant avec lui un groupe de jeune aujourd'hui fortement représenté au niveau des structures du parti et du directeur de campagne et de Abderrahmane Ould Yessa, frère de l'autre qui anime les débats contre le pouvoir en France. La garde rapprochée du candidat se retrouve pratiquement toute dans son Directoire central, une sorte de PC où l'on retrouve Me Mohamed Mahmoud O. Lematt comme coordinateur général, Me Yacoub Diallo (Trésorier) et Dr Sidi Ould Salem comme responsable à la Communication. Au niveau du découpage en zones, quatre "circonscriptions" se distinguent du lot

que sur des actions à court terme susceptibles d'être abandonnées ou carrément rayées des plates formes politiques au grand dam d'un programme clair et d'un positionnement définitif. Si Tijane Koïta trouve qu'une partie de l'opposition a failli, rien ne l'empêchait de montrer le bon exemple en adoptant le comportement qui sied à savoir: éviter les querelles de personnes et les dénigrements, tenir un discours cohérent et convaincant, bannir l'improvisation, les coups de coeur et l'égoïsme etc. En tout cas cela ne semble pas une raison suffisante pour renier ses engagements d'hier. Que resterait-il alors de l'opposition si chacun des leaders tenaient le même discours? Et que deviendraient les militants de ces partis à qui on a promis monts et merveilles? En réalité le soutien de l'UNDD est plus le soutien d'une personne que d'une base importante car ce petit parti qui est déjà né d'une scission (AC) est sur le point de se déchirer. Tijane Koïta qui fut une des figures emblématiques de l'opposition rejoint Maawiya, voilà la réalité.

Birome Guéye

par l'enjeu électoral qu'elles revêtent aux yeux des candidats en compétition : la zone n°1 (où figurent Néma et Aioun) qui échoit au sénateur de Nouakchott, Mohamed O. Haroune, la zone n°3 (Ould Yinja, Sélibaby, Maghama, Kaédi, M'Bagne, Bababé, Boghé, R'Kiz, Rosso) confiée au député Kane Hamidou Baba, la zone n°8 (Nouadhibou et Zouérate) où le député El Alem O. Mohamed Yacoub doit batailler ferme face à un PRDS prêt à tout et une CAP qui a des atouts naturels au Nord. Enfin, le plus dur attend le coordinateur de la zone n°9 (Nouakchott) où le PRDS se démène pour renverser une situation qui lui a jusque-là toujours été défavorable. Confiée à Mohamed Salem Ould Bamba, la zone de tous les risques connaître une rude bataille, notamment dans les six moughataas conquises par l'opposition en octobre 2001. A El Mina, Brahim Ould Bilal, professeur de philosophie de son état, faisant partie du groupe de Mohamed Koum, doit pouvoir grignoter sur l'électorat de Messaoud pour faire remonter la cote de Ould Daddah dans cette populeuse moughataa. C'est le même objectif qui a poussé le leader du RFD à puiser dans cette tendance dissidente d'El Hor (Cheikh Ould Matta à R'Kiz, Rabah O. Radhi à Riadh et Ahmedou Ould Khattari à Zouérate) pour rattacher large au niveau de ce qui est considéré comme la chasse gardée de Messaoud.

Abdel Vertah

Pour que triomphe une Mauritanie démocratique!

Déjà, avant même le démarrage officiel de la campagne électorale, prévu le 22 octobre prochain, tous les candidats à l'élection présidentielle du 7 novembre 2003 sont entrés en pleine campagne: désignation de directeurs de campagne, mobilisation de moyens financiers et techniques, sensibilisation des électeurs, etc. Chacun des candidats déclarés tente de convaincre les électeurs de la justesse de son programme en vue de sortir victorieux du scrutin. Avec les tournures que pourrait prendre la campagne avant le jour "J", il faut que tous les Mauritanien s'engagent à assurer le triomphe d'une Mauritanie démocratique, réconciliée avec elle-même et dans la dignité. Une Mauritanie qui donne à tous ses fils et à toutes ses filles les mêmes chances de réussite, selon la capacité de chacun et de chacune, et qui assure au plus faible les mêmes opportunités qu'au plus fort. C'est dans ce souci que doit se dérouler la campagne électorale, qui n'est aucunement une occasion de se dénigrer ou de jeter des injures sur ses adversaires mais une opportunité de dialogue et d'échange de points de vue dans la responsabilité et la dignité, conformément aux règles en vigueur. Car le lendemain du scrutin dépend largement du climat dans lequel tous les candidats auront fait leur campagne: une campagne responsable dans l'intérêt de la Mauritanie ou bien une campagne irresponsable dans leurs intérêts particuliers. Alors, que Ould Taya ou Ould Boulcheir gagne, ce n'est pas important. L'important, c'est que cette victoire s'effectue selon les règles démocratiques. Qu'elle soit une victoire qui préserve la paix civile du pays et renforce son unité. Dans ce cas, elle sera une victoire de toute la Mauritanie. Pour se faire, il faudra aussi mener une campagne électorale qui serve le patriotisme pendant et après cette élection cruciale pour l'avenir de la Mauritanie. Le patriotisme entendu ici comme étant la plus puissante manifestation de notre âme nationale, représentant notre instinct de conservation collectif qui en cas de péril national se substituerait immédiatement à l'instinct de conservation individuelle de chacun de nous. Les directeurs de campagne des différents candidats doivent donc savoir assumer leur responsabilité en étant conscients que l'anarchie est partout où la responsabilité n'est nulle part. Aujourd'hui, tout le monde crie au droit à ceci ou à cela mais il faut savoir que le droit de vivre de notre collectivité nationale, autrement dit l'existence de la Mauritanie, est supérieur à tous les autres droits. Tachons donc de ne pas sacrifier l'existence de la Nation mauritanienne au nom des droits particuliers. D'ailleurs, que sont les candidats à la présidentielle sans la Mauritanie qu'ils veulent gouverner? C'est dire que l'intérêt de la Mauritanie doit être au-dessus de tous les autres intérêts afin de garantir sa paix civile et son unité. N'avons-nous pas vu où la confrontation des intérêts individuels a conduit des nations jadis paisibles et prospères? La Côte d'Ivoire, le Libéria et la Sierra Leone sont là, non loin de nos frontières, pour rappeler que les intérêts particuliers ne doivent jamais primer sur l'intérêt collectif dans une nation qui aspire à la paix civile et au progrès économique et social.

Bouguel Bouda B.